



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

LE JOUR D'APRES !

La Fédération nationale des Sapeurs-Pompiers trace dans un rapport sans appel la gestion de la crise du coronavirus. Pendant ce temps-là, l'exécutif peaufinait sa loi d'urgence qui n'avait pas pour seul but de protéger les Français de l'épidémie mais de mettre en œuvre tout ce qu'il n'avait pas pu faire en l'espace de trois ans.

Le Président de la République, dans un nouvel élan théâtral, annonçait « C'est la guerre ». Il mettait en place un couvre-feu qui s'appelait « confinement ». Il « foutait la trouille à tous les Français » afin que ces derniers ne se préoccupent plus des contre-réformes sociales qui étaient, selon nos « dirigeants », mises au placard.

Il faut pas rêver, le Président peaufinait le retour de la réforme des retraites et de l'assurance chômage dans le même temps où les plans de licenciements dans tous les secteurs étaient travaillés pendant que les Français étaient « amusés » par la saga des masques. Petit à petit, on dévoilait les « dégâts considérables de la crise sanitaire » avec les suppressions de dizaines de milliers d'emplois chez Conforama et dans d'autres grandes surfaces préparant les annonces chez Renault, Air France, Hop, Nokia, Smart et dans plusieurs entreprises de Bretagne.

Elle a bon dos la crise sanitaire !

Retrouvant une forme olympique, le Président de la République voulant faire oublier rapidement le résultat catastrophique des élections municipales pour son « association » d'élus, se lançait dans de nouvelles annonces de volonté de poursuivre la réforme des retraites et de l'assurance chômage et de procéder à un remaniement ministériel.

Se débarrassant d'un Premier Ministre qui devenait emblématique y compris dans les sondages, il n'attendait pas une semaine pour nommer un nouveau Premier Ministre qui déclarait immédiatement que la réforme des retraites est une bonne réforme et qu'il faut engager une nouvelle période de discussions et d'explications car ce Premier Ministre est un Premier Ministre qui se définit comme un gaulliste social, qui cependant s'engage immédiatement dans la destruction de ce que le CNR avait réalisé dans le dialogue.

Nouvelle période de discussions qui permettrait sans doute de voir disparaître l'âge pivot qui permettrait ainsi à la CFDT de clamer qu'elle a gagné et que la réforme est une bonne réforme.

Nous pouvons d'ailleurs constater que l'ancien Premier Ministre était très favorable à la formule de l'âge pivot. Son successeur étant plus souple en la matière. L'ancien d'ailleurs avait affirmé qu'on ne lui ferait pas faire ce à quoi il ne croyait pas. Et le nouveau ?

Le Président de la République vient de déclarer que la rentrée sociale sera dure. C'est lui qui avait déclaré que c'était la guerre contre la Covid-19. Pour nous, c'est la guerre depuis trois ans contre toutes les casses sociales organisées depuis la dernière élection présidentielle. Pourquoi voudrait-il qu'elles ne se poursuivent pas puisqu'il a décidé de reprendre les hostilités en mentant pendant la crise sanitaire en laissant à penser que la réforme des retraites était abandonnée.

S'il ne veut pas que ce soit la guerre il faut que sa priorité soit la lutte contre les licenciements et les fermetures d'entreprises, et non sa réforme des retraites qu'il a décidé de mener jusqu'au bout, quoi qu'il arrive !!!

Le nouveau Premier Ministre veut nous ramener autour de la table ; et tout le monde sait bien que sa porte de sortie, c'est l'âge pivot.

Pour nous, c'est la retraite universelle par points qui doit être retirée. Celle qui remet en cause les régimes particuliers, le code des pensions civiles et militaires, les 42 régimes. Celle qui a mis des centaines de milliers de salariés dans la rue, notamment les personnels soignants et les enseignants. Ceux qui attendent encore les mesures qui devaient leur permettre d'être revalorisés dans leurs métiers et leurs salaires.

Le nouveau Premier Ministre veut nous mettre autour de la table. Ne sait-il pas que depuis trois ans nous sommes autour de la table sans que cela n'ait bougé. La situation c'est même aggravée. Alors pourquoi voudrait-il que l'on remette cela alors que, comme pour les autres réunions, nous savons déjà sur quoi ça va déboucher.

Allez, le pari est ouvert : c'est l'âge pivot. Pourquoi alors irait-on ?

Le Président a raison et il l'aura bien cherché. Ce sera « la guerre » à la rentrée et il serait misérable que l'on aille encore « discuter » pendant deux ans jusqu'à la fin de son mandat.

Nous avons mieux à faire en revendiquant dès aujourd'hui : zéro licenciement – zéro fermeture d'entreprises et retrait des réformes des retraites et de l'assurance chômage.

Ce matin, en nous réveillant, nous avons en tête le discours du Président de la République au début de l'épidémie avec son air malheureux « Demain ne pourra être pareil ». Puis il ajoutait avec des larmes dans les yeux : « Nous savons ce que nous devons aux personnels soignants et aux travailleurs de la 2^{ème} ligne ».

Aujourd'hui, oublié tout cela, le jour d'après est pire que celui du début de la crise. Aucun des engagements n'a été tenu ! Le mensonge est la règle !

Alors, nous ne tiendrons pas les discours « va-t'en guerre » que nous avons entendus, mais face aux déclarations « des larmes et du sang » pour les salariés, nous prendrons nos responsabilités comme nous l'avons toujours fait en revendiquant, en faisant grève, en manifestant et en faisant tout pour bloquer l'économie par la grève générale.

Paris, le 6 juillet 2020